

COMMUNIQUE INTERSYNDICAL BOUCHES DU RHONE ET PACA
CGT -CFDT - CFE-CGC - CFTC- FO - FSU - Solidaires - UNSA

André Santini, secrétaire d'Etat à la Fonction Publique effectue un « tour de France » de la RGPP : la Révision Générale des Politiques Publiques. Il sera à Marseille le 28 octobre 2008.

Les 8 organisations syndicales départementales et régionales appellent à la mobilisation des agents publics et des usagers.

- **Avec la Révision Générale des Politiques Publiques**, l'Etat modifie son implantation locale, réorganise ses services, délocalise ses personnels". Il abandonne ses missions, ferme des services publics, transfère aux collectivités locales (impôts locaux) les missions ou les privatise : c'est le « Déménagement du Territoire » ! L'Etat supprime des tribunaux, des maternités, des hôpitaux, des classes, des trésoreries, les bureaux de poste... Il s'attaque à l'éducation et au droit à la santé pour tous. En fermant ou en affaiblissant l'ensemble des services publics, l'égalité d'accès et l'égalité de traitement des usagers sont gravement remis en cause.
- **30 600 suppressions d'emplois** de fonctionnaires sont prévues au budget 2009 : moins de fonctionnaires, c'est moins de Services Publics : En 5 ans, ce sont plus de 87 500 postes qui ont été supprimés et 160 000 autres le seront d'ici 2012 dans les projets actuels. Ce sont autant d'emplois en moins pour les jeunes arrivant sur le marché du travail!
- **Le gouvernement veut aller très vite et passer en force.** Les préfets doivent concevoir en un temps record des restructurations des rapprochements ou des fusions insensés entre des services aussi divers que l'hygiène, l'illettrisme et l'examen de Canoë-Kayak. L'utilisateur n'y retrouvera plus ses services publics.
- **Tandis que des milliards de cadeaux fiscaux** et d'exonérations de cotisations profitent au patronat et aux plus riches, les fonctionnaires et les contractuels, comme l'ensemble de la population, voient leur pouvoir d'achat s'effondrer. Depuis 2000, les agents publics ont perdu plus de 10 % de leurs revenus.
- **La casse de l'emploi public va de pair avec la casse du statut.** Or, le statut donne des droits et devoirs aux agents publics, mais il donne également des garanties aux usagers et aux citoyens : garanties de probité, d'indépendance et d'égalité de traitement.
- **Droit à la retraite, droit à la santé, temps de travail...** Les fonctionnaires d'Etat, hospitaliers ou territoriaux, comme les salariés du privé, subissent les politiques anti-sociales : C'est unis dans les mobilisations que nous pouvons, tous ensemble, gagner le progrès social, défendre et développer les services publics.

Dans un contexte de crise financière internationale, de « remontée » du chômage et de creusement des inégalités sociales et économiques, les services publics constituent des outils modernes de cohésion sociale, de prévention et de correction de ces inégalités.

Plus que jamais, leur rôle et leur utilité doivent être développés pour l'intérêt général.

Les organisations syndicales CGT -CFDT - CFE-CGC - CFTC- FO - FSU - Solidaires - UNSA appellent tous les agents publics à se mobiliser le 28 octobre 2008 et à participer au rassemblement devant la préfecture à 11H00 pour faire entendre au secrétaire d'Etat leurs exigences et leurs revendications.

Marseille le 12 octobre 2008